



MAIRIE

LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



2016/165

ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT, DE CIRCULATION ET D'OCCUPATION DE VOIRIE

**Travaux SEERC rues du village
par la société ASTREE – Maison Taxi**

N° 2016/165

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) ;

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions Sécurité, Prévention et Police Municipale à Monsieur Xavier GIRAUD;**Vu** les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;**Vu** le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;**Vu** l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;**Vu** la demande en date du 26/08/2016 de la société SEERC, domiciliée ZA plan de Cartier – 83143 LE VAL concernant des travaux de curage préventif du réseau d'assainissement sur l'ensemble des rues du village par la société ASTREE- Maison Taxi;**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales concernées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise mandatée est autorisée à stationner ses engins sur la chaussée et/ou accotements et à interrompre la circulation en mettant en place, tant que faire se peut, une circulation alternée, le temps des travaux de curage du réseau d'assainissement, du 03 octobre 2016 à 8h00 au 17 octobre 2016 à 18h00, grâce à une signalisation conforme à la législation visant à prévenir les usagers de la gêne occasionnée.

ARTICLE 2 : L'entreprise pétitionnaire s'engage à sécuriser le passage des piétons pendant la durée des travaux et à faciliter la circulation de véhicules d'intervention et de secours.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire est tenu responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégâts aux domaines publics et privés.

ARTICLE 4 : La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

Copies transmises à :

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification

le05 SEP. 2016.....

Envoi par mail

Fait au Val, le 1^{er} septembre 2016L'adjoint Délégué à la Sécurité
Xavier GIRAUD